

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Jean-sur-Richelieu

Code géographique : 56083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Beauvais c.g.a., atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-06-13 Signature _____

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Des revenus de transferts des exercices terminés le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 relatifs aux activités d'investissement totalisant 9,3 millions de dollars ont été constatés à l'état consolidé des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Ces revenus auraient dû faire l'objet d'une correction d'erreurs aux exercices antérieurs et les chiffres comparatifs auraient dû être retraités, mais ces revenus ont été présentés dans les opérations de l'exercice courant, ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Si ces revenus étaient présentés comme une correction d'erreurs, l'excédent de l'exercice aurait diminué de 9,3 millions de dollars et l'excédent accumulé au début de l'exercice aurait augmenté de 9,3 millions de dollars.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe «Fondement de l'opinion avec réserve», les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Autre point

Les états financiers consolidés de Ville de St-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée en date du 18 mars 2010.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Samson Bélair / Deloitte & Touche, s.e.n.c.r.l.

Brossard, Québec

Comptable agréé auditeur permis no 16526

DATE 2011-06-13

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	91 117 757	97 858 201	97 092 930			97 092 930
Paiements tenant lieu de taxes	2	7 727 118	7 880 604	7 491 864			7 491 864
Quotes-parts	3						
Transferts	4	6 044 150	6 157 593	5 754 166		1 368 585	6 976 751
Services rendus	5	8 004 820	7 179 732	8 360 391		4 794 138	13 115 234
Imposition de droits	6	5 799 313	5 201 000	6 028 254			6 028 254
Amendes et pénalités	7	2 548 888	4 657 870	4 354 260			4 354 260
Intérêts	8	1 175 404	875 000	1 314 572		8 125	1 322 697
Autres revenus	9	1 457 664	150 000	972 960			972 960
	10	123 875 114	129 960 000	131 369 397		6 170 848	137 354 950
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	8 499 577		15 541 376			15 541 376
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	4 048 479		4 804 663			4 804 663
Autres	15	837 629		1 060 634			1 060 634
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	13 385 685		21 406 673			21 406 673
	18	137 260 799	129 960 000	152 776 070		6 170 848	158 761 623
Charges							
Administration générale	19	12 009 659	12 187 765	12 678 244	773 106		13 451 350
Sécurité publique	20	22 339 768	24 573 377	24 558 121	1 300 114		25 858 235
Transport	21	23 291 626	24 638 410	23 481 763	6 522 701		30 004 464
Hygiène du milieu	22	20 257 689	19 924 817	21 034 292	8 704 524		29 738 816
Santé et bien-être	23	629 714	565 289	374 939	752		375 691
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 814 417	4 919 443	6 720 847	87 611		6 808 458
Loisirs et culture	25	14 959 300	15 635 508	16 121 052	1 509 916	5 902 688	23 348 361
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	6 839 034	6 959 625	7 575 645		21 386	7 597 031
Amortissement des immobilisations	28	18 435 430	16 273 972	18 898 724	(18 898 724)		
	29	123 576 637	125 678 206	131 443 627		5 924 074	137 182 406
Excédent (déficit) de l'exercice	30	13 684 162	4 281 794	21 332 443		246 774	21 579 217

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 684 162		4 281 794		21 332 443	246 774	21 579 217
Moins: revenus d'investissement	2	(13 385 685)	()	()	()	(21 406 673)	()	(21 406 673)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	298 477		4 281 794		(74 230)	246 774	172 544
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	18 435 430		16 273 972		18 898 724	67 975	18 966 699
Produit de cession	5					100 728		100 728
(Gain) perte sur cession	6					51 439		51 439
Réduction de valeur	7							
	8	18 435 430		16 273 972		19 050 891	67 975	19 118 866
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9					972 234		972 234
Réduction de valeur	10							
	11					972 234		972 234
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 909 003				745 303		745 303
Remboursement de la dette à long terme	17	(14 295 530)	(14 300 648)	(14 300 648)	(15 478 885)	(67)	(67)	(15 478 952)
	18	(11 386 527)	(14 300 648)	(14 300 648)	(14 733 582)	(67)	(67)	(14 733 649)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(2 258 216)	(4 103 544)	(4 103 544)	(2 754 716)	()	()	(2 754 716)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					360 000		360 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(4 680 343)	(2 151 574)	(2 151 574)	(2 825 659)	(314 682)	(314 682)	(3 140 341)
Montant à pourvoir dans le futur	22	2 720 616				2 364 468		2 364 468
Financement des investissements en cours	23							
	24	(4 217 943)	(6 255 118)	(6 255 118)	(2 855 907)	(314 682)	(314 682)	(3 170 589)
	25	2 830 960	(4 281 794)	(4 281 794)	2 433 636	(246 774)	(246 774)	2 186 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	3 129 437				2 359 406		2 359 406

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	13 385 685			21 406 673	21 406 673
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(1 327 123)	(262 957)	(2 048 601)	()	(2 048 601)
Sécurité publique	3	(1 888 814)	(1 418 614)	(366 779)	()	(366 779)
Transport	4	(14 620 497)	(13 181 521)	(15 453 289)	()	(15 453 289)
Hygiène du milieu	5	(41 803 628)	(11 516 437)	(18 946 682)	()	(18 946 682)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 656)	(4 141 216)	(374 443)	()	(374 443)
Loisirs et culture	8	(3 287 904)	(4 043 750)	(1 305 059)	()	(1 305 059)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(63 021 622)	(34 564 495)	(38 494 853)	()	(38 494 853)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(1 004 704)	()	(513 410)	()	(513 410)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	35 547 500	27 537 480	23 646 000		23 646 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 258 216	4 103 544	2 754 716		2 754 716
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			286 775		286 775
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	4 408 443	2 923 471	3 046 031		3 046 031
	17	6 666 659	7 027 015	6 087 522		6 087 522
	18	(21 812 167)		(9 274 741)		(9 274 741)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(8 426 482)		12 131 932		12 131 932

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009	Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 684 162	4 281 794	21 332 443	246 774	21 579 217
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(63 021 622)	(34 564 495)	(38 494 853)	()	(38 494 853)
Produit de cession	3			100 728		100 728
Amortissement	4	18 435 430	16 273 972	18 898 724	67 975	18 966 699
(Gain) perte sur cession	5			51 439		51 439
Réduction de valeur	6					
	7	(44 586 192)	(18 290 523)	(19 443 962)	67 975	(19 375 987)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(589 399)		458 823		458 823
Variation des stocks de fournitures	9	(37 045)		38 603		38 603
Variation des autres actifs non financiers	10	5 232 570		108 173		108 173
	11	4 606 126		605 599		605 599
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(26 295 904)	(14 008 729)	2 494 080	314 749	2 808 829
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(118 751 149)		(145 047 052)	690 284	(144 356 768)
Redressement aux exercices antérieurs	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(118 751 149)		(145 047 052)	690 284	(144 356 768)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(145 047 053)		(142 552 972)	1 005 033	(141 547 939)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	14 205 561	16 283 065	25 933	16 308 998	14 614 998
Placements temporaires	2					
Débiteurs (note 5)	3	28 283 295	39 973 097	1 698 370	41 671 467	29 227 002
Prêts (note 6)	4	177 312	177 312		177 312	177 312
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	77 500				77 500
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	42 743 668	56 433 474	1 724 303	58 157 777	44 096 812
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11	14 506 000	16 610 000		16 610 000	14 506 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	21 835 462	21 779 913	639 958	22 419 871	22 395 724
Revenus reportés (note 11)	13	2 669 060	434 406		434 406	2 669 060
Dette à long terme (note 12)	14	148 780 199	157 704 327	79 312	157 783 639	148 882 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		2 457 800		2 457 800	
	16	187 790 721	198 986 446	719 270	199 705 716	188 453 580
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(145 047 053)	(142 552 972)	1 005 033	(141 547 939)	(144 356 768)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	379 579 243	399 023 208	355 560	399 378 768	380 002 781
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	9 215 258	8 756 435		8 756 435	9 215 258
Stocks de fournitures	20	1 077 473	1 038 870		1 038 870	1 077 473
Autres actifs non financiers (note 15)	21	366 399	258 226		258 226	366 399
	22	390 238 373	409 076 739	355 560	409 432 299	390 661 911
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 020 377	2 014 238	504 118	2 518 356	3 020 377
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	19 212 587	21 861 460	500 000	22 361 460	19 902 027
Montant à pourvoir dans le futur	25	(8 588 639)	(10 953 107)		(10 953 107)	(8 588 639)
Financement des investissements en cours	26	(19 746 711)	(7 765 254)		(7 765 254)	(19 746 711)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	251 293 706	261 366 430	356 475	261 722 905	251 718 089
	28	245 191 320	266 523 767	1 360 593	267 884 360	246 305 143

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 684 162	21 332 443	246 774	21 579 217
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	18 435 430	18 898 724	67 975	18 966 699
Autres					
-Perte sur cession d'immob.	3		51 439		51 439
-Avant. sociaux futur et autres	4	1 712 281			
	5	33 831 873	40 282 606	314 749	40 597 355
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(9 483 578)	(11 689 802)	(754 663)	(12 444 465)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	(5 717 081)	(55 549)	79 696	24 147
Revenus reportés	11	(2 601 388)	(2 234 654)		(2 234 654)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	1 841 300	2 535 300		2 535 300
Propriétés destinées à la revente	13	(589 399)	458 823		458 823
Stocks de fournitures	14	(37 045)	38 603		38 603
Autres actifs non financiers	15	(82 361)	108 173		108 173
	16	17 162 321	29 443 500	(360 218)	29 083 282
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (63 021 622) (38 494 853) () (38 494 853)
Produit de cession	18		100 728		100 728
	19	(63 021 622)	(38 394 125)		(38 394 125)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	38 274 500	25 419 400		25 419 400
Remboursement de la dette à long terme	24 (16 406 600) (16 607 924) (23 286) (16 631 210)
Variation nette des emprunts temporaires	25	12 733 284	2 104 000		2 104 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 541 992	112 653		112 653
Autres	27				
-	28				
	29	39 143 176	11 028 129	(23 286)	11 004 843
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(6 716 125)	2 077 504	(383 504)	1 694 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	20 921 686	14 205 561	409 437	14 614 998
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²	32	14 205 561	16 283 065	25 933	16 308 998

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	36 053 793	40 613 536	39 797 203	535 083	40 332 286
Charges sociales	2	9 975 508	10 203 782	11 104 886	58 562	11 163 448
Biens et services	3	38 732 505	38 654 017	39 513 166	5 241 068	44 714 939
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	4 985 467	6 223 303	5 513 192	21 386	5 534 578
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	596 270	591 390	570 129		570 129
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 257 297	144 932	1 492 324		1 492 324
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	10 754 805	10 980 905	11 019 268		11 019 268
Autres	10	34 132	15 957	24 129		24 129
Autres organismes	11	1 872 452	1 765 412	1 406 612		1 260 612
Amortissement des immobilisations	12	18 435 430	16 273 972	18 898 724	67 975	18 966 699
Autres						
- Réclamation des dommages	13	878 978	211 000	284 052		284 052
- Coûts terrains pour revente	14			972 234		972 234
- Subvention domiciliaire	15			847 708		847 708
	16	123 576 637	125 678 206	131 443 627	5 924 074	137 182 406

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	97 092 930	91 117 757
Paiements tenant lieu de taxes	2	7 491 864	7 727 118
Quotes-parts	3		
Transferts	4	22 518 127	15 609 060
Services rendus	5	13 115 234	12 425 608
Imposition de droits	6	6 028 254	5 799 313
Amendes et pénalités	7	4 354 260	2 548 888
Intérêts	8	1 322 697	1 182 494
Autres revenus	9	6 838 257	6 343 772
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	158 761 623	142 754 010
Charges			
Administration générale	12	13 451 350	12 689 967
Sécurité publique	13	25 858 235	23 763 885
Transport	14	30 004 464	29 668 244
Hygiène du milieu	15	29 738 816	28 525 315
Santé et bien-être	16	375 691	630 466
Aménagement, urbanisme et développement	17	6 808 458	4 896 881
Loisirs et culture	18	23 348 361	21 818 286
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	7 597 031	6 856 267
	21	137 182 406	128 849 311
Excédent (déficit) de l'exercice	22	21 579 217	13 904 699
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	246 305 143	227 485 663
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		4 914 781
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	246 305 143	232 400 444
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	267 884 360	246 305 143

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 579 217	13 904 699
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(38 494 853)	(63 037 263)
Produit de cession	3	100 728	
Amortissement	4	18 966 699	18 503 405
(Gain) perte sur cession	5	51 439	
Réduction de valeur	6		
	7	(19 375 987)	(44 533 858)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	458 823	(589 399)
Variation des stocks de fournitures	9	38 603	(37 045)
Variation des autres actifs non financiers	10	108 173	5 232 570
	11	605 599	4 606 126
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	2 808 829	(26 023 033)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(144 356 768)	(118 333 735)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(144 356 768)	(118 333 735)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(141 547 939)	(144 356 768)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	16 308 998	14 614 998
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	41 671 467	29 227 002
Prêts (note 6)	4	177 312	177 312
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		77 500
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>58 157 777</u>	<u>44 096 812</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	16 610 000	14 506 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	22 419 871	22 395 724
Revenus reportés (note 11)	13	434 406	2 669 060
Dette à long terme (note 12)	14	157 783 639	148 882 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 457 800	
	16	<u>199 705 716</u>	<u>188 453 580</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(141 547 939)</u>	<u>(144 356 768)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	399 378 768	380 002 781
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	8 756 435	9 215 258
Stocks de fournitures	20	1 038 870	1 077 473
Autres actifs non financiers (note 15)	21	258 226	366 399
	22	<u>409 432 299</u>	<u>390 661 911</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>267 884 360</u>	<u>246 305 143</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 579 217	13 904 699
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	18 966 699	18 503 405
Autres			
- Perte sur cession d'immob.	3	51 439	
- Avant. sociaux futurs et autres	4		1 712 281
	5	40 597 355	34 120 385
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(12 444 465)	(9 881 404)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	24 147	(5 533 275)
Revenus reportés	11	(2 234 654)	(2 601 388)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	2 535 300	1 841 300
Propriétés destinées à la revente	13	458 823	(589 399)
Stocks de fournitures	14	38 603	(37 045)
Autres actifs non financiers	15	108 173	(82 361)
	16	29 083 282	17 236 813
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(38 494 853)	(63 037 263)
Produit de cession	18	100 728	
	19	(38 394 125)	(63 037 263)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	25 419 400	38 274 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(16 631 210)	(16 428 315)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 104 000	12 733 284
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	112 653	4 541 992
Autres			
-	27		
-	28		
	29	11 004 843	39 121 461
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 694 000	(6 678 989)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	14 614 998	21 293 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	16 308 998	14 614 998

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (la "Ville") est un organisme municipal créé le 24 janvier 2001 par le décret no 17-2001 du gouvernement du Québec. Conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale, elle succède aux droits et obligations des anciennes villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville, de la Municipalité de l'Acadie et de la Paroisse de Saint-Athanase.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public recommandées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les principales conventions comptables sont les suivantes:

La Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. (La "Corporation"), constituée le 16 janvier 1992, en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, administre des activités touristiques reliées au domaine aéronautique.

Au cours de l'exercice 2010, l'administration municipale a versé à la Corporation des subventions totalisant 652 282 \$, dont 146 000 \$ comptant et 506 282 \$ sous forme de biens et services.

À titre d'organisme contrôlé, les états financiers consolidés de la Ville au 31 décembre 2010 incluent ceux de la Corporation. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes:

Infrastructures	: 40 ans
Bâtiments	: 30 ans
Améliorations locatives	: 15 ans
Véhicules	: de 3 à 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	: de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	: de 10 à 20 ans
Autres	: de 5 à 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats de l'exercice, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- le régime supplémentaire de retraite des cadres policiers.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché- 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation initiale s'est effectuée par redressement du surplus accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement a fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour l'excédent de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMMROT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle de l'amortissement reliée aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre la valeur des obligations et l'actif au 1er janvier 2009 pouvaient être affectés dans un montant à pourvoir dans le futur. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé ne peuvent excéder 7 % de la valeur des obligations du régime et doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant au DMERCA (13 ans), soit jusqu'au 31 décembre 2021. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée.

H) Autres éléments**Constataion des revenus**

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville.

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le fonds réservé - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par les exploitants des carrières situées sur le territoire de la Ville. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

Le fonds réservé - Amortissement est constitué de sommes d'argent provenant de la SQAE qui servira à diminuer la dette de la Ville lors de son refinancement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour des dommages subis et reliés à la responsabilité de la Ville.

Le fonds réservé - Environnement a été constitué pour pourvoir aux divers initiatives de la Ville concernant l'environnement.

Le fonds réservé - Éventualités a été constitué pour pourvoir aux divers imprévus de la Ville durant un exercice financier.

Le fonds réservé - Équipements informatiques a été constitué pour pourvoir aux renouvellement du parc informatique de la Ville.

Le fonds réservé - Déneigement a été constitué afin de se promouvoir des fluctuations d'enlèvement de la neige durant un exercice financier.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 552 953	2 134 296
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	4 344 115	4 019 677
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		1 974
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	28 612 988	16 985 642
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 051 842	3 328 279
Organismes municipaux	8	390 838	502 574
Autres			
- Amendes et frais	9	1 589 882	1 095 927
- Droits de mutations et autres	10	4 681 802	3 292 929
	11	41 671 467	29 227 002
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	11 412 979	11 625 505
Organismes municipaux	13	79 312	102 597
Autres tiers	14		
	15	11 492 291	11 728 102
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	2 488 334	2 443 599
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	157 312	157 312
Prêts à un fonds d'investissement	18	20 000	20 000
Autres			
-	19		
-	20		
	21	177 312	177 312
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	4 213 200	6 270 400
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(6 671 000)	(6 192 900)
	27	<u>(2 457 800)</u>	<u>77 500</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	5 854 900	5 718 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	541 700	436 400
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	145 295	109 938
	33	<u>6 541 895</u>	<u>6 264 338</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	10 017 083	8 601 270
Salaires et avantages sociaux	38	3 840 133	5 113 683
Dépôts et retenues de garantie	39	6 561 985	6 872 768
Provision pour contestations d'évaluation	40	55 399	11 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	42	322 755	422 739
- Gouv. du Canada et entreprises	43	140 899	128 480
- Organismes municipaux	44	63 148	59 440
- Intérêts courus sur dette l.t.	45	191 275	196 374
- Autres courus	46	1 227 194	989 970
	47	<u>22 419 871</u>	<u>22 395 724</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	142 050	199 630
Transferts	49		2 105 721
Autres			
- CARRA	50	229 456	273 624
- Autres	51	62 900	90 085
	52	<u>434 406</u>	<u>2 669 060</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	6,35	2011	2020	53	149 999 000	140 008 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	6 400 139	7 579 664
Organismes municipaux					56	79 312	102 597
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58	1 433 810	1 433 810
					59	157 912 261	149 124 071
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(128 622)	(241 275)
					61	157 783 639	148 882 796

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	15 648 000	78	87	895 347	95	16 543 347
2012	63	71	14 664 000	79	88	895 055	96	15 559 055
2013	64	72	14 595 000	80	89	913 162	97	15 508 162
2014	65	73	14 102 100	81	90	916 809	98	15 018 909
2015	66	74	12 903 000	82	91	767 428	99	13 670 428
2016 et +	67	75	78 086 900	83	92	3 525 460	100	81 612 360
	68	76	149 999 000	84	93	7 913 261	101	157 912 261
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	149 999 000	86	94	7 913 261	103	157 912 261

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

13. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	92 639 426	132	9 717 457	159	128 703	186	102 228 180
Eaux usées	105	199 809 010	133	4 027 849	160	33 137	187	203 803 722
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	153 227 814	134	8 356 789	161	1 529 045	188	160 055 558
Autres	107	29 600 214	135	1 462 326	162	451 361	189	30 611 179
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	41 400 292	137	1 670 667	164	39 702	191	43 031 257
Améliorations locatives	110	5 371 435	138	9 913	165		192	5 381 348
Véhicules	111	12 725 954	139	880 748	166	721 094	193	12 885 608
Ameublement et équipement de bureau	112	4 086 801	140	708 549	167	237 716	194	4 557 634
Machinerie, outillage et équipement divers	113	8 994 637	141	959 630	168	470 421	195	9 483 846
Terrains	114	14 037 414	142	15 480	169	(308 610)	196	14 361 504
Autres	115	44 943	143		170	14 825	197	30 118
	116	<u>561 937 940</u>	144	<u>27 809 408</u>	171	<u>3 317 394</u>	198	<u>586 429 954</u>
Immobilisations en cours	117		145	<u>10 685 445</u>	172		199	<u>10 685 445</u>
	118	<u>561 937 940</u>	146	<u>38 494 853</u>	173	<u>3 317 394</u>	200	<u>597 115 399</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	29 134 156	147	3 175 827	174	128 703	201	32 181 280
Eaux usées	120	59 799 107	148	5 255 166	175	33 137	202	65 021 136
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	56 263 370	149	5 282 783	176	1 512 245	203	60 033 908
Autres	122	7 274 916	150	996 269	177	159 551	204	8 111 634
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	18 240 493	152	1 210 682	179	39 702	206	19 411 473
Améliorations locatives	125	2 020 362	153	368 009	180		207	2 388 371
Véhicules	126	4 565 881	154	1 076 921	181	704 026	208	4 938 776
Ameublement et équipement de bureau	127	1 748 950	155	883 967	182	237 716	209	2 395 201
Machinerie, outillage et équipement divers	128	2 859 149	156	700 164	183	366 179	210	3 193 134
Autres	129	28 775	157	16 911	184	(16 032)	211	61 718
	130	<u>181 935 159</u>	158	<u>18 966 699</u>	185	<u>3 165 227</u>	212	<u>197 736 631</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>380 002 781</u>					213	<u>399 378 768</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	8 278 848	8 680 966
Immeubles industriels municipaux	225	453 298	510 129
Autres	226	24 289	24 163
	227	8 756 435	9 215 258
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	8 756 435	9 215 258

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	59 400	68 168
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	231	198 826	298 231
-	232		
	233	258 226	366 399

Note**16. Engagements contractuels**

La Ville s'est engagée par des contrats d'informatique, de déneigement, d'entretien des espaces verts, de conciergerie, de location d'équipement et de contrat d'exploitation échéant jusqu'à 2025, à verser une somme totale de 46 498 134 \$. Les versements des cinq prochains exercices sont exigibles comme suit:

2011	15 244 245 \$
2012	14 400 993 \$
2013	4 960 837 \$
2014	2 928 612 \$
2015	993 724 \$

La Corporation a octroyé la gestion du festival pour une somme minimale de 270 023 \$ en 2011 et 275 425 \$ en 2012.

La Corporation s'est engagée à assumer un bail de location d'un terrain échéant le 31 mars 2012. Les loyers futurs seront de 12 134 \$ en 2011 et de 5 157 \$ en 2012 \$.

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

i) La Ville est solidaire des obligations de l'École de gymnastique du Haut-Richelieu inc. envers la Caisse populaire Notre-Dame-Auxiliatrice pour un prêt à terme de 175 000 \$ sur l'immeuble sis au 125, rue Richelieu venant à échéance le 10 août 2026. Au 31 décembre 2010, le solde en capital du prêt est de 128 556 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ii) Le 18 février 2003, l'administration municipale s'est portée caution envers la Caisse populaire de Saint-Luc pour toutes dettes ou obligations de la Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. pour un montant en capital maximal de 99 999 \$. Le solde de l'emprunt au 31 décembre 2010 est de 79 312 \$.

iii) La Ville est solidaire des obligations de Famille à Coeur inc. envers la Caisse populaire Desjardins de Saint-Jean-sur-Richelieu pour une somme maximale de 400 000 \$ relativement à un prêt à terme de 470 000 \$ venant à échéance le 8 septembre 2030. Au 31 décembre 2010, le solde en capital du prêt est de 451 727 \$. Le 21 février 2011, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'est portée caution en faveur de l'organisme d'un montant totalisant 600 000 \$ pour vingt ans.

iv) La Ville a reçu des réclamations des assureurs concernant la pluie du 29 juillet 2009 pour refoulement d'égoûts pour une somme de 2,9 millions. Selon la Ville, la réserve pour assurances serait suffisante pour couvrir les réclamations.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

Selon l'Article 33 du décret de regroupement no 17-2001, toute dette ou tout gain qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite pour un acte posé par une ancienne municipalité, reste au bénéfice ou à la charge des immeubles imposables du secteur formé du territoire de cette ancienne municipalité.

La municipalité fait l'objet de différentes poursuites, dont la valeur non assurée s'élève à environ 45 000 \$, net des déboursés déjà encourus.

Pluie du 29 juillet 2009

L'issue de ces poursuites étant indéterminée, le règlement éventuel sera imputé à l'exercice où il se matérialisera.

d) Autres

Environnement

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur le budget présenté à titre comparatif.

20.**Emprunts temporaires**

Les emprunts temporaires autorisés au 31 décembre 2010 s'élèvent à 64 963 000 \$. Les emprunts utilisés portent intérêts au taux préférentiel des différentes institutions financières auprès desquelles elles ont été contractées.

Cotisations d'équilibre

Le 11 décembre 2008, une évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 a été déposée au Comité de retraite pour les employés de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les paiements de cotisations d'équilibre totalisent 473 256 \$ pour 2010 ont été versés en 2010.

Opérations entre apparentés

La Ville est membre de la M.R.C. du Haut-Richelieu, organisme régional composé de 19 municipalités. Les charges de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2010 est de 10 895 080 \$.

La Ville est engagée envers l'Office Municipal d'habitation du Haut-Richelieu, en vertu du décret 17-2001 et des conventions avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation du Haut-Richelieu. Les dites conventions prévoient le paiement d'une subvention comblant 10 % du déficit d'exploitation des ensembles immobiliers administrés par l'Office. Le paiement de la subvention est lié au respect des conditions énumérées aux conventions. Les coûts récupérés pour 2010 sont de 134 189\$.

La Ville est membre du Regroupement des personnes handicapées du Haut-Richelieu qui assure un service de transport adapté. Le déficit de l'organisme est réparti entre les membres. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2010 s'est élevée à 124 188 \$.

Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adopté pour l'exercice courant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 518 356	3 020 377
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 22 361 460	19 902 027
Montant à pourvoir dans le futur	3 (10 953 107) (8 588 639)
Financement des investissements en cours	4 (7 765 254)	(19 746 711)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 261 722 905	251 718 089
	6 267 884 360	246 305 143

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté		
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-JEAN)	7 218 764	291 252
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-LUC)	8 308 098	308 098
- SURPLUS RÉSERVÉ (IBERVILLE)	9 120 054	5 325
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-ATHANASE)	10 81 326	221 326
- SURPLUS RÉSERVÉ (L'ACADIE)	11 109 390	109 390
- SURPLUS RÉSERVÉ (NOUV. VILLE)	12 12 047 920	11 490 771
- FESTIVAL DES MONTGOLFIÈRES	13 500 000	689 440
	14 13 385 552	13 115 602
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21 1 439 412	960 336
Fonds parcs et terrains de jeux	22 1 113 541	1 173 960
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23 1 193 616	438 230
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 596 530	781 504
Fonds d'amortissement	26 135 550	504 804
Financement des activités de fonctionnement	27 214 502	274 105
Autres		
- RÉSERVES D'ASSURANCES	28 1 000 000	659 750
- FONDS ENVIRONNEMENT	29 2 296 734	1 008 536
- ÉVENTUALITÉS ET ÉQUIP. INFORM.	30 276 023	275 200
- DÉNEIGEMENT	31 710 000	710 000
	32 8 975 908	6 786 425
	33 22 361 460	19 902 027

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (43 107) ()	(62 139)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 (4 969 600) ()	(4 969 600)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (3 113 800) ()	(1 362 800)
Autres	39 (1 125 200) ()	(970 800)
Régimes non capitalisés	40 (1 701 400) ()	(1 223 300)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (10 953 107) ()	(8 588 639)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 4 943 750	2 670 626
Investissements à financer	46 (12 709 004) ()	(22 417 337)
	47 (7 765 254)	(19 746 711)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 399 378 768	380 002 781
Propriétés destinées à la revente	49 8 756 435	9 215 258
Prêts	50 177 312	177 312
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 408 312 515	389 395 351
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 157 783 639	148 882 796
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 128 622	241 275
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (11 492 291) ()	(11 728 102)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (919) ()	(841)
	58 146 419 051	137 395 128
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59 170 559	282 134
	60 146 589 610	137 677 262
	61 261 722 905	251 718 089

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville est promoteur d'un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur la moyenne des cinq meilleures années de rémunération parmi les dix dernières années de service.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 6 270 400	7 716 300
Charge de l'exercice	5 (5 854 900)	(5 718 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 3 797 700	4 272 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	<u>7 4 213 200</u>	<u>6 270 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 100 455 600	93 856 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (115 904 800)	(107 293 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (15 449 200)	(13 436 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 19 662 400	19 707 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 4 213 200	6 270 400
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	<u>14 4 213 200</u>	<u>6 270 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 100 455 600	93 856 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (115 904 800)	(107 293 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (15 449 200)	(13 436 800)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 6 164 900	5 540 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 451 600	2 101 400
	21 6 616 500	7 642 000
Cotisations salariales des employés	22 (3 407 300)	(4 104 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 3 209 200	3 537 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 645 800	1 431 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>4 855 000</u>	<u>4 969 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 6 936 700	6 317 600
Rendement espéré des actifs	34 (5 936 800)	(5 568 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 999 900	749 000
Charge de l'exercice	<u>36 5 854 900</u>	<u>5 718 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 4 335 800	2 778 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 936 800)	(5 568 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 601 000)	(2 790 300)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 4 941 600	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	4 415 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 94 051 500	86 915 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 1 433 800	1 433 820
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55 1	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses pré-retraités, retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (6 192 900)	(5 797 500)
Charge de l'exercice	58 (541 700)	(436 400)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 63 600	41 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>6 671 000</u>)	(<u>6 192 900</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (6 271 500)	(6 027 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (399 500)	(165 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>6 671 000</u>)	(<u>6 192 900</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 253 100	192 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 253 100	192 200
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 253 100	192 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (17 600)	(49 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 235 500	142 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 306 200	293 700
Charge de l'exercice	77 541 700	436 400

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 252 100	(415 300)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 12	13

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,50 %	4,90 %	
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 0,00 %	0,00 %	
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 3,25 %	0,00 %	
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 6,10 %	8,50 %	
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 2,50 %	5,00 %	
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2025	2016	
Autres hypothèses économiques			
- Taux de croissance du coût de	86 4	3	
- soins de santé en raison d'âge	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à ses employés de contribuer à un REER individuel sur une base volontaire. La Ville ne contribue pas à ce régime.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>13</u>	<u>13</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>30 008</u>	<u>21 855</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	101 127	73 651
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>44 168</u>	<u>36 287</u>
98	<u>145 295</u>	<u>109 938</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	157 912 261
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	12 709 004
Activités de fonctionnement à financer	3	170 559
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 457 800
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	135 550
Débiteurs	9	11 492 291
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 943 750
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-festival	13	67
-	14	
Endettement net à long terme	15	156 677 966
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	1 837 068
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	158 515 034
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	158 515 034
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	66 934 810	66 734 393	66 734 393	61 406 408
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	7 341 377	7 312 789	7 312 789	7 696 777
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	74 276 187	74 047 182	74 047 182	69 103 185
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 361 026	5 047 687	5 047 687	4 831 005
Égout	11	4 423 678	4 436 780	4 436 780	4 362 537
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	8 668 875	8 643 140	8 643 140	8 559 517
Autres					
- Paiement sur refinancement	14		98 822	98 822	133 250
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	329 840	367 726	367 726	229 297
Service de la dette	18	4 798 595	4 451 593	4 451 593	3 898 966
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	23 582 014	23 045 748	23 045 748	22 014 572
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	23 582 014	23 045 748	23 045 748	22 014 572
	26	97 858 201	97 092 930	97 092 930	91 117 757

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	416 228	402 878	312 643
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	416 228	402 878	312 643
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 122 291	982 166	1 094 260
Cégeps et universités	33	492 476	424 909	453 279
Écoles primaires et secondaires	34	1 970 218	1 672 779	1 743 955
	35	3 584 985	3 079 854	3 291 494
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	3 480	4 247	3 670
	40	3 480	4 247	3 670
	41	4 004 693	3 486 979	3 607 807
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	3 830 313	3 765 639	3 837 881
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43		196 549	235 240
Taxes d'affaires	44			
	45	3 830 313	3 962 188	4 073 121
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	45 598	42 697	46 190
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	45 598	42 697	46 190
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	7 880 604	7 491 864	7 727 118

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	7 894	7 894	8 839
Sécurité publique				
Police	54	163 313	74 935	36 741
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	230 913	231 152	248 491
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60		(125 090)	207 190
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	1 729 866	1 810 232	1 736 705
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	75 989	76 659	80 654
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	948 410	670 707	1 131 582
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80		66 511	66 511
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	84 264	15 569	56 841
Promotion et développement économique	85		16 250	16 250
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		38 714	15 944
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	446 644	313 833	264 546
Autres	89	80 500	89 500	1 170 333
Réseau d'électricité	90			
	91	3 767 793	3 286 866	4 957 866

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 004 583	3 004 583	2 280 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	124 191	124 191	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100	179 480	179 480	1 451 129
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	6 742 376	6 742 376	1 348 448
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 235 373	2 235 373	1 710 000
Traitement des eaux usées	109			1 710 000
Réseaux d'égout	110	2 235 373	2 235 373	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	1 020 000	1 020 000	
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	15 541 376	15 541 376	8 499 577

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			61 001
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	2 389 800	2 467 300	2 090 616
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	2 389 800	2 467 300	2 151 617
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 157 593	21 295 542	15 609 060

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	255 700	202 389	202 389
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	255 700	202 389	197 857
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	6 347	5 794	5 486
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	6 347	5 794	5 486
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	84 273	75 770	41 558
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159	44 391	61 473	55 508
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	128 664	137 243	97 066
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	390 711	345 426	300 409

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	576 725	643 485	874 082
Sécurité publique	184	121 625	190 997	180 556
Transport				
Réseau routier	185	185 965	213 010	218 338
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	4 450 803	4 449 553	4 403 869
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	12 000	935 274	632 065
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	80 240	236 160	80 398
Loisirs et culture	194	1 361 663	1 346 486	5 735 891
Réseau d'électricité	195			
	196	6 789 021	8 014 965	12 769 808
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	7 179 732	8 360 391	12 425 608
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	301 000	689 994	627 390
Droits de mutation immobilière	199	4 300 000	4 582 874	4 573 568
Droits sur les carrières et sablières	200	600 000	755 386	598 355
Autres	201			
	202	5 201 000	6 028 254	5 799 313
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	4 657 870	4 354 260	2 548 888
INTÉRÊTS	204	875 000	1 314 572	1 182 494
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(51 439)	(51 439)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	150 000	1 024 313	1 457 664
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		4 804 663	4 048 479
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		1 060 720	837 629
	212	150 000	6 838 257	6 343 772

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 475 118	1 360 888		1 360 888	1 360 888	1 360 312
Application de la loi	2	1 840 253	1 919 956		1 919 956	1 919 956	1 770 006
Gestion financière et administrative	3	4 946 890	5 343 957		5 343 957	5 343 957	4 814 814
Greffe	4	1 075 717	1 055 471		1 055 471	1 055 471	1 427 264
Évaluation	5	803 026	800 306		800 306	800 306	574 526
Gestion du personnel	6	1 416 083	1 616 367		1 616 367	1 616 367	1 367 304
Autres	7	630 678	581 299	773 106	1 354 405	1 354 405	1 375 741
	8	12 187 765	12 678 244	773 106	13 451 350	13 451 350	12 689 967
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	18 096 134	18 066 020	937 644	19 003 664	19 003 664	17 526 906
Sécurité incendie	10	6 477 243	6 492 101	362 470	6 854 571	6 854 571	6 221 979
Sécurité civile	11						15 000
Autres	12						
	13	24 573 377	24 558 121	1 300 114	25 858 235	25 858 235	23 763 885
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 473 694	4 000 666	6 065 344	10 066 010	10 066 010	10 229 203
Enlèvement de la neige	15	6 922 044	6 454 463		6 454 463	6 454 463	6 784 487
Éclairage des rues	16	1 872 207	1 909 866		1 909 866	1 909 866	1 799 710
Circulation et stationnement	17	1 038 332	1 241 000	74 596	1 315 596	1 315 596	1 159 706
Transport collectif							
Transport en commun	18	10 014 079	9 610 053	356 701	9 966 754	9 966 754	9 397 992
Transport aérien	19	318 054	265 715		265 715	265 715	297 146
Transport par eau	20						
Autres	21			26 060	26 060	26 060	
	22	24 638 410	23 481 763	6 522 701	30 004 464	30 004 464	29 668 244

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 809 315	2 977 423	1 018 461	3 995 884	3 995 884	3 545 581
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 754 809	3 227 287	1 944 217	5 171 504	5 171 504	5 212 789
Traitement des eaux usées	25	3 462 919	3 617 092	2 533 850	6 150 942	6 150 942	5 599 582
Réseaux d'égout	26	1 260 063	1 287 330	3 141 917	4 429 247	4 429 247	4 571 598
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 704 068	3 710 758		3 710 758	3 710 758	3 639 052
Élimination	28	2 922 543	2 927 821		2 927 821	2 927 821	2 871 244
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 541 776	2 546 366		2 546 366	2 546 366	2 497 161
Tri et conditionnement	30	443 470	444 271		444 271	444 271	435 686
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	15 854	201 962	22 734	224 696	224 696	86 985
Protection de l'environnement	38	10 000	93 982	43 345	137 327	137 327	65 637
Autres	39						
	40	19 924 817	21 034 292	8 704 524	29 738 816	29 738 816	28 525 315
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	441 000	225 811		225 811	225 811	397 759
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	124 289	149 128	752	149 880	149 880	232 707
	44	565 289	374 939	752	375 691	375 691	630 466
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 838 501	2 900 603	69 500	2 970 103	2 970 103	2 454 358
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47		775 220	8 333	783 553	783 553	520 272
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 914 901	1 906 749		1 906 749	1 906 749	1 761 341
Tourisme	49	166 041	166 041		166 041	166 041	160 910
Autres	50		972 234	9 778	982 012	982 012	
Autres	51						
	52	4 919 443	6 720 847	87 611	6 808 458	6 808 458	4 896 881

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 732 820	1 683 709	1 683 709	1 683 709	1 511 633
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 728 684	1 576 727	1 576 727	1 576 727	1 642 843
Piscines, plages et ports de plaisance	55	561 588	543 255	543 255	543 255	481 356
Parcs et terrains de jeux	56	5 520 365	5 744 344	1 186 682	6 931 026	5 095 416
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	649 786	876 230	876 230	6 593 623	6 035 119
Autres	59	690 212	830 380	830 380	830 380	1 964 097
	60	10 883 455	11 254 645	1 186 682	12 441 327	18 158 720
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 465 258	1 475 784	1 475 784	1 475 784	1 791 166
Bibliothèques	62	2 930 112	3 012 332	196 340	3 208 672	2 966 972
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63			126 894	126 894	
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	356 683	378 291	378 291	378 291	329 684
	66	4 752 053	4 866 407	323 234	5 189 641	5 087 822
	67	15 635 508	16 121 052	1 509 916	17 630 968	23 348 361
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	6 814 693	6 083 321		6 083 321	5 598 970
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		1 306 100		1 306 100	1 042 700
Autres	72	144 932	186 224		186 224	214 597
	73	6 959 625	7 575 645		7 575 645	6 856 267
	74	16 273 972	18 898 724	(18 898 724)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Ce taux a été établi par la direction de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)(ci-après "les exigences légales")

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Samson Bélair/Deloitte & Touche, s.e.n.c.r.l.

Brossard, Québec

Comptable agréé auditeur permis no 16526

DATE 2011-06-13

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 12:59:25

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>97 811 270</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	673 941
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	44 399
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>718 340</u>
Revenus de taxes	11	<u>97 092 930</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	97 092 930
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	44 399
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>537 346</u>
Total partiel			4	<u>97 674 675</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	250 394		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 402 693		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	367 726		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>12 020 813</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>85 653 862</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>7 468 022 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>7 568 554 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>7 518 288 400</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>85 653 862</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>7 518 288 400</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	1 , 1 3 9 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	4 783 281	4 455 571	4 455 571	16 528 852
Usines de traitement de l'eau potable	2	648 307	6 806 045	6 806 045	6 464 948
Usines et bassins d'épuration	3		24 204	24 204	97 388
Conduites d'égout	4	5 834 529	7 453 484	7 453 484	18 277 635
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 093 228	12 930 044	12 930 044	12 669 283
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Système d'éclairage des rues	8	77 500	42 063	42 063	
Aires de stationnement	9	9 700	960 314	960 314	48 360
Parcs et terrains de jeux	10	1 375 302	761 780	761 780	2 215 245
Autres infrastructures	11				
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	287 085	1 324 099	1 324 099	222 472
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 489 247	673 250	673 250	1 265 513
Améliorations locatives	15	273 949	41 174	41 174	
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	2 134 668	1 039 390	1 039 390	2 675 406
Ameublement et équipement de bureau	18		883 882	883 882	1 369 779
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 485 966	959 630	959 630	902 165
Terrains	20	4 013 200	139 923	139 923	300 217
Autres	21	58 533			
	22	34 564 495	38 494 853	38 494 853	63 037 263

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		3 036 171	3 036 171	1 947 498
Usines de traitement de l'eau potable	24		6 806 045	6 806 045	6 464 948
Usines et bassins d'épuration	25		24 204	24 204	97 388
Conduites d'égout	26		5 560 384	5 560 384	9 506 572
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		1 419 400	1 419 400	14 581 354
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		1 893 100	1 893 100	8 771 063
	31		18 739 304	18 739 304	41 368 823

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	140 008 000	24	25 419 400	47	15 428 400	70	149 999 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	7 579 664	26		49	1 179 525	72	6 400 139
Organismes municipaux	4	102 597	27		50	23 285	73	79 312
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	1 433 810	29		52		75	1 433 810
	7	149 124 071	30	25 419 400	53	16 631 210	76	157 912 261
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9	641 704	32	132 953	55	639 107	78	135 550
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	76 001 327	33	15 047 330	56	8 962 058	79	82 086 599
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	60 752 938	34	9 322 606	57	5 877 723	80	64 197 821
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	137 395 969	36	24 502 889	59	15 478 888	82	146 419 970
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	11 625 505	37	916 511	60	1 129 037	83	11 412 979
Organismes municipaux	15	102 597	38		61	23 285	84	79 312
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	11 728 102	41	916 511	64	1 152 322	87	11 492 291
Prêts	19		42		65		88	
	20	11 728 102	43	916 511	66	1 152 322	89	11 492 291
	21	149 124 071	44	25 419 400	67	16 631 210	90	157 912 261
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	149 124 071	46	25 419 400	69	16 631 210	92	157 912 261

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	353 012	353 012	353 012	340 534
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	15 578	15 578	15 578	11 323
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	171 000	124 188	124 188	157 771
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	9 611 857	9 629 216	9 629 216	9 443 143
Cours d'eau	13	15 854	83 670	83 670	15 854
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	103 559	103 559	103 559	96 753
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	482 064	482 064	482 064	482 064
Autres	21	166 041	166 041	166 041	160 910
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	21 610	21 610	21 610	6 276
Activités culturelles	23	40 330	40 330	40 330	40 177
Réseau d'électricité					
	24				
	25	10 980 905	11 019 268	11 019 268	10 754 805

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹				
Administration municipale									
Cadres et contremaîtres	1	118,00	35	18	9 872 647	28	2 210 472	38	12 083 119
Professionnels	2			19		29		39	
Cols blancs	3	195,00	32,5	20	9 303 917	30	3 322 831	40	12 626 748
Cols bleus	4	144,00	40	21	7 767 078	31	2 184 909	41	9 951 987
Policiers	5	120,00	37,8	22	8 971 900	32	2 188 254	42	11 160 154
Pompiers	6	57,00	42	23	3 290 892	33	1 053 600	43	4 344 492
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			24		34		44	
	8	634,00		25	39 206 434	35	10 960 066	45	50 166 500
Élus	9	13,00		26	590 769	36	144 820	46	735 589
	10	647,00		27	39 797 203	37	11 104 886	47	50 902 089

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 919 956	27		53	1 919 956	79		105	1 919 956	131	
Évaluation	2	800 306	28		54	800 306	80		106	800 306	132	
Autres	3	9 957 982	29	773 106	55	10 731 088	81	643 485	107	10 087 603	133	
	4	12 678 244	30	773 106	56	13 451 350	82	643 485	108	12 807 865	134	
Sécurité publique												
Police	5	18 066 020	31	937 644	57	19 003 664	83	117 872	109	18 885 792	135	
Sécurité incendie	6	6 492 101	32	362 470	58	6 854 571	84	275 514	110	6 579 057	136	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	24 558 121	35	1 300 114	61	25 858 235	87	393 386	113	25 464 849	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 000 666	36	6 065 344	62	10 066 010	88	156 044	114	9 909 966	140	
Enlèvement de la neige	11	6 454 463	37		63	6 454 463	89		115	6 454 463	141	
Autres	12	3 150 866	38	74 596	64	3 225 462	90		116	3 225 462	142	
Transport collectif	13	9 875 768	39	356 701	65	10 232 469	91	4 512 313	117	5 720 156	143	
Autres	14		40	26 060	66	26 060	92		118	26 060	144	
	15	23 481 763	41	6 522 701	67	30 004 464	93	4 668 357	119	25 336 107	145	
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 977 423	42	1 018 461	68	3 995 884	94		120	3 995 884	146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 227 287	43	1 944 217	69	5 171 504	95	355 527	121	4 815 977	147	
Traitement des eaux usées	18	3 617 092	44	2 533 850	70	6 150 942	96		122	6 150 942	148	
Réseaux d'égout	19	1 287 330	45	3 141 917	71	4 429 247	97	468 327	123	3 960 920	149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	6 638 579	46		72	6 638 579	98		124	6 638 579	150	
Matières recyclables	21	2 990 637	47		73	2 990 637	99		125	2 990 637	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	201 962	49	22 734	75	224 696	101	248 663	127	(23 967)	153	
Protection de l'environnement	24	93 982	50	43 345	76	137 327	102		128	137 327	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	21 034 292	52	8 704 524	78	29 738 816	104	1 072 517	130	28 666 299	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	225 811	172		187	225 811	202		217	225 811	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	149 128	174	752	189	149 880	204		219	149 880	234
	160	374 939	175	752	190	375 691	205		220	375 691	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 900 603	176	69 500	191	2 970 103	206	236 160	221	2 733 943	236 1 159
Rénovation urbaine	162	775 220	177	8 333	192	783 553	207		222	783 553	237 83 176
Promotion et développement économique	163	3 045 024	178	9 778	193	3 054 802	208		223	3 054 802	238 590 265
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	6 720 847	180	87 611	195	6 808 458	210	236 160	225	6 572 298	240 674 600
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	11 254 645	181	1 186 682	196	12 441 327	211	1 020 166	226	11 421 161	241 474 838
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	3 012 332	182	196 340	197	3 208 672	212	125 571	227	3 083 101	242 118 110
Autres	168	1 854 075	183	126 894	198	1 980 969	213	200 749	228	1 780 220	243
	169	16 121 052	184	1 509 916	199	17 630 968	214	1 346 486	229	16 284 482	244 592 948
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	104 969 258	186	18 898 724	201	123 867 982	216	8 360 391	231	115 507 591	246 7 575 645

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	37 728 388	62 225 951
Frais de financement	4	766 465	795 671
Autres	5		
	6	38 494 853	63 021 622

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 020 377	3 078 680
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 020 377	3 078 680
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 359 406	3 129 437
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(360 000)	
Activités d'investissement	6	(286 775)	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(2 718 770)	(3 187 740)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(1 006 139)	(58 303)
Solde à la fin de l'exercice	11	2 014 238	3 020 377
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	19 212 587	7 969 963
Redressement aux exercices antérieurs	13		7 716 300
Solde redressé au début de l'exercice	14	19 212 587	15 686 263
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	2 825 659	4 680 343
Activités d'investissement	16	(3 046 031)	(4 408 443)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	2 718 770	3 187 740
Financement des investissements en cours	18	150 475	66 684
	19	2 648 873	3 526 324
Solde à la fin de l'exercice	20	21 861 460	19 212 587

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(8 588 639)	(1 848 274)
Redressement aux exercices antérieurs	22		(7 716 300)
Solde redressé au début de l'exercice	23	(8 588 639)	(5 868 026)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	(1 751 000)	(1 362 800)
Autres	26	(154 400)	(970 800)
Régimes non capitalisés	27	(478 100)	(395 400)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	28	())	())
	29	(19 032)	(8 387)
	30	(2 364 468)	(2 720 613)
Diminution de l'exercice			
	31		
	32	(2 364 468)	(2 720 613)
Solde à la fin de l'exercice	33	(10 953 107)	(8 588 639)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	34	(19 746 711)	(11 253 545)
Redressement aux exercices antérieurs	35		
Solde redressé au début de l'exercice	36	(19 746 711)	(11 253 545)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	12 131 932	(8 426 482)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39		
	40	(150 475)	(66 684)
	41	11 981 457	(8 493 166)
Solde à la fin de l'exercice	42	(7 765 254)	(19 746 711)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	43	251 293 706	224 949 004
Redressement aux exercices antérieurs	44		
Solde redressé au début de l'exercice	45	251 293 706	224 949 004
Variation de l'exercice	46	10 072 724	26 344 702
Solde à la fin de l'exercice	47	261 366 430	251 293 706

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>10 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>0935</u> 2	1 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>11 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>11 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 644 604	2	3	4 150 475	5	6 198 549	7 596 530
Montant réservé pour le service de la dette	8 136 900	9	10	11	12	13 136 900	14
	15 781 504	16	17	18 150 475	19	20 335 449	21 596 530

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [] 8 [] 5 [] , [] 0 [] 0 [] \$
Égout	2	[] 1 [] 1 [] 4 [] , [] 0 [] 0 [] \$
Eau et égout	3	[] 1 [] 9 [] 9 [] , [] 0 [] 0 [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] 2 [] 0 [] 4 [] , [] 0 [] 0 [] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes foncières(immeubles résiduelles)			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	,7274	1	
Secteur Saint-Luc	,7180	1	
Secteur Iberville	,7313	1	
Secteur Saint-Athanase	,6993	1	
Secteur L'Acadie	,7135	1	
Taxes foncières(immeubles non-résidenti)			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	1,8432	1	
Secteur Saint-Luc	1,7489	1	
Secteur Iberville	1,7785	1	
Secteur Saint-Athanase	1,7227	1	
Secteur L'Acadie	1,7402	1	
Taxes foncières(6 logements et plus)			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	,7820	1	
Secteur Saint-Luc	,7719	1	
Secteur Iberville	,7862	1	
Secteur Saint-Athanase	,7518	1	
Secteur L'Acadie	,7670	1	
Taxes foncières spéciales dettes			
Zone A	,0041	1	
Zone A et B	,0156	1	
Zone C et D	,0324	1	
Zone H	,0005	1	
Zone I	,0004	1	
Zone L	,0117	1	
Zone K	,0035	1	
Zone M	,0268	1	
Taxes foncières pour l'environnement	,0100	1	
Taxes foncières(immeubles industrielles)			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	2,0076	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code¹	Préciser
Secteur Saint-Luc	1,9049	1	
Secteur Iberville	1,9371	1	
Secteur Saint-Athanase	1,8763	1	
Secteur L'Acadie	1,8954	1	
Autres			
Eau et égoûts maison de chambre	33,0000	7	Par chambre
Eau et égoûts au compteur	,7100	7	Par mètres cubes d'eau
Eau au compteur	31,0000	7	Par mètres cubes d'eau
Eau au compteur sans compensation	2,7000	7	Par mètres cubes d'eau
Tarif de base			
Compteur diamètre 0 à 25 mm	80,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 25 à 50 mm	160,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 50 à 75 mm	240,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 75 à 10 mm	320,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 100 à 125 mm	400,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 125 à 150 mm	480,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 150 mm et plus	560,0000	7	Par compteur
Déchets domestiques	30,0000	7	Par chambre
Bacs de récupération	18,5000	7	Par bac
Compensations services municipaux			
Secteur Iberville	,9689	1	
Secteur Iberville (Secteur Industriel)	1,1137	1	
Secteur Saint-Luc	1,4462	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	775 220 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	830 015 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	537 346 \$	
b) autres formes d'aide	12	37 325 \$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	890 508 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 188 JACQUES-CARTIER NORD
 (no) (rue)
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU, QUÉBEC J3B 7B2
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 357-2216
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beauvais@ville.saint-jean-sur-richelie

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pierre Beauvais c.g.a.

Téléphone (450) 357-2216
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beauvais@ville.saint-jean-sur-richelie

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samson Bélair/Deloitte & Touche sencl

Titre Comptables agréés

Adresse 4605-A Boul.Lapinière, Bureau 200
 (no) (rue)
Brossard, Qc J4Z 3T5
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-4270
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 12:59:25

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 21 579 217 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 85 653 862 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 12:59:25

Dernière modification : 2011-06-20 12:59:25

Réservé au ministère

267 884 360	21 579 217	85 653 862	1,1393
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)